

Les projections de PBR Rating pour l'exercice 2024 :

En collaboration avec le Conseil Bancaire et Financier, l'agence de notation PBR Rating a présenté ses projections macroéconomiques et sectorielles pour l'exercice 2024 au profit des acteurs économiques et financiers.

Pas de risque de défaut de paiement !

En présence des représentants des institutions financières, PBR Rating a dévoilé la dernière version de son étude trimestrielle portant sur l'analyse des risques macroéconomiques et sectoriels en Tunisie. Ce rapport, fondé sur une double méthodologie, économique et économétrique, vise à sensibiliser les établissements financiers aux risques et opportunités de financement liés aux principales activités économiques. Il convient de souligner que l'objectif du programme est de renforcer le financement des entreprises tunisiennes en matière d'investissement et de cycle d'exploitation pour soutenir les efforts de développement économique national.

Le bilan macroéconomique tunisien de l'exercice 2023 a permis de valider les constats présentés lors des derniers travaux de modélisation et de confirmer les leviers de croissance sectorielle du pays. Les défis macroéconomiques en Tunisie, tels que l'inflation mesurée à 9,3 % en 2023 (en moyenne annuelle, après un taux moyen de 8,3 % en 2022 et un pic de 10,4 % sur le mois de février 2023) et le déficit commercial estimé à 17,069 milliards de dinars en 2023 (contre 25,231 milliards de dinars en 2022), ont été globalement plus maîtrisés. En glissement annuel, l'économie tunisienne a bénéficié d'une stabilité (et de certaines baisses) de prix sur les marchés internationaux en 2023 ainsi que d'une politique d'approvisionnement éatique plus resserrée.

Resserrement du budget de l'investissement

La balance courante a également affiché un meilleur résultat en 2023 (-4,058 milliards de dinars soit 2,6% du PIB, contre -12,451 milliards de dinars soit 8,7% du PIB en 2022), grâce à une meilleure maîtrise de la balance commerciale et aux revenus des Tunisiens résidents à l'étranger. Le secteur touristique a également contribué à l'allègement du déficit global avec la poursuite de la consolidation des revenus extérieurs du secteur en 2023.

En 2024, la résilience du tissu économique tunisien devra se maintenir malgré une tendance à la baisse généralisée des marges, une diminution de l'épargne, une gestion tendue de la trésorerie et une renonciation à maintenir les niveaux de stocks minimums. Certaines chaînes de valeur pourraient confirmer leurs orientations vers des activités d'intermédiation et de commerce de produits importés plutôt que vers des activités de production et d'industrialisation. Le secteur financier sera de plus en plus sollicité pour le financement des besoins d'exploitation et de l'approvisionnement.

Cependant, sur l'exercice courant, la pression sur les



finances publiques reste un important point de vigilance pour la cartographie des risques tunisiens. L'Etat central prévoit un besoin de financement additionnel (hors ressources budgétaires) en 2024 de 27 milliards de dinars (dont 16 milliards de dinars d'endettement extérieur). Le paiement des échéances nationales représente un élément clef de la gestion des finances publiques avec notamment deux périodes difficiles, en février et en octobre. Malgré la conjoncture difficile, PBR Rating écarte tout risque de défaut tunisien sur l'exercice 2024. Toutefois, des mesures budgétaires encore plus restrictives (notamment en matière de devises étrangères) peuvent être prises en cas de difficultés majeures de mobilisation de ressources externes. A l'instar de l'exercice 2022, toute carence de mobilisation de ces moyens, risque d'entraîner un resserrement des budgets d'investissement, de subvention et de paiement de certains fournisseurs, impactant négativement la dynamique de croissance (sur les volets investissement et consommation).

En matière sectorielle, l'analyse PBR Rating a présenté des fragilités latentes dans un certain nombre de domaines économiques, à l'instar de l'agriculture (et de l'activité agroalimentaire) et des branches industrielles non manufacturières. Cependant, les équipes de PBR Rating mettent en lumière des opportunités importantes pour l'économie tunisienne. Les industries manufacturières, notamment textiles, mécaniques et électroniques, offrent un potentiel significatif de création de valeur et d'emplois, s'inscrivant dans les nouvelles orientations mondiales en matière de relocalisation, de développement technologique et de compétitivité hors coût.

Des opportunités se profilent également dans les secteurs du recyclage et de la valorisation des déchets, de la production d'énergies renouvelables et de la transformation chimique, mais ces secteurs nécessitent une adaptation stratégique de leurs cadres réglementaires (administratif et juridique) afin de permettre la réalisation de leurs potentialités, notamment en matière d'exportations.